

EST DE L'UKRAINE : LE CONFLIT ET LES PERSONNES ÂGÉES

Janvier 2019

DANS QUELLE MESURE LES PERSONNES ÂGÉES SONT-ELLES TOUCHÉES PAR LE CONFLIT, ET LES MODIFICATIONS DES PRATIQUES ET POLITIQUES QUI PEUVENT CONTRIBUER À RÉPONDRE À LEURS BESOINS



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Le gouvernement de l'Ukraine doit :

- **prendre en compte les particularités et les besoins en lien avec l'âge** lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes gouvernementaux, et créer des mécanismes de référencement avec d'autres acteurs ;
- **faciliter l'accès des personnes âgées aux services, et particulièrement les services médicaux**, grâce à une amélioration des transports publics et une restructuration stratégique des réseaux de prestation des services ;
- soutenir les solutions durables de prestation des services sur lesquelles comptent les personnes âgées dans les zones touchées par le conflit, et en particulier trouver des manières de veiller à ce que le personnel médical et les travailleurs sociaux soient formés et présents là où les besoins existent ; et
- assurer l'accès aux médicaments indispensables par l'extension des programmes gouvernementaux existants et l'introduction de programmes supplémentaires, aux niveaux national et local.

Les bailleurs de fonds doivent :

- **veiller à ce que les personnes âgées soient** correctement ciblées dans leurs stratégies, y compris dans les interventions d'aide d'urgence.

Les organisations humanitaires doivent :

- **simplifier les procédures** permettant aux personnes âgées d'accéder à l'aide, notamment de réduire les exigences relatives aux documents à fournir ; et
- **inclure les personnes âgées dans** les efforts de secours pour renforcer la résilience de l'ensemble de la communauté.

PRINCIPAUX

30% (900 000)

de la population **nécessitant une aide humanitaire** dans la zone touchée par le conflit a plus de 60 ans – **soit la proportion la plus élevée au monde**

54%

des personnes âgées de plus de 60 ans ont besoin d'**aide alimentaire**

70% et 87%

des personnes âgées des régions de Donetsk et de Louhansk, respectivement, souffrent d'**au moins une maladie chronique** et ont besoin d'un traitement à long terme.



Victoriia (76 ans) et son mari Rudolf (78 ans) ont passé de nombreuses nuits dans leur sous-sol. Lorsqu'ils ont construit la maison de leurs rêves dans le village de Vodiane, il y a bien longtemps de cela, ils n'auraient jamais imaginé que cette pièce sombre sans fenêtre deviendrait un jour leur abri. «*Oui, c'était la nuit. Nous habitons tout près de l'aéroport. Les mortiers étaient périmés et volaient dans tous les sens, comme des oiseaux. L'un d'entre eux a frappé les fondations de la maison voisine, sans toutefois exploser. Il est juste resté coincé là-dessous*», se rappelle Victoriia, racontant la première fois où elle a été confrontée à de vrais affrontements.

En février 2015, la dépendance a été frappée directement, ce qui a entraîné une onde de choc et a détérioré la maison. «*Ce fut une nuit terrible, l'une des nombreuses qui s'en est suivie depuis trois ans.*»

«*Le jour nous n'avions généralement pas peur, mais nous devons cependant quand même parfois nous cacher au sous-sol*», ajoute-t-elle. «*Nous n'allions nulle part le matin, car c'était dangereux, mais nous devons quand même nous procurer de la nourriture.*» Le village de Vodiane se situe à environ 9 km au nord-ouest de l'aéroport de Donetsk. Il était, et demeure, un point chaud des affrontements sur la ligne de combat.

LES JEUNES PARTENT, LES PERSONNES ÂGÉES RESTENT: PRÈS DU TIERS DES PERSONNES DANS LA ZONE TOUCHÉE PAR LE CONFLIT SONT DES PERSONNES ÂGÉES

Le conflit dans l'Est de l'Ukraine, en cours depuis plus de cinq ans, conserve sa propre spécificité : le pourcentage élevé de personnes âgées touchées par le conflit. Dans ce qui fut une région fortement industrialisée, au taux de développement supérieur aux moyennes nationales, on ne voit guère plus que des femmes et des hommes âgés allant chercher de l'eau dans des endroits éloignés, traversant avec difficulté le poste de passage piétonnier de Stanytsa Louhanska ou faisant à nouveau la queue devant le guichet de la banque, espérant percevoir leur maigre pension. Entre 2015 et 2017, le nombre de personnes de plus de 65 ans a augmenté de 8 % dans la région de Donetsk et de 11 % dans celle de Louhansk, tel que l'indique le rapport (en anglais) [Trend Analysis: Food Security & Socio-Economic Situation](#) de mars 2018 du Food Security and Livelihoods Cluster. À l'échelle mondiale, les personnes de plus de 60 ans représentent 13 % de la population, contre 23 % pour l'Ukraine dans son ensemble. Dans la zone de 5 km de large le long de la ligne de contact, du côté de la zone contrôlée par le gouvernement, **elles représentent 31 % de la population**, selon le rapport (en anglais) [REACH July 2017 Area Based Assessment \(ABA\)](#).

Bien que de nombreux jeunes soient partis à la recherche d'opportunités économiques dans les zones non touchées par le conflit, les personnes âgées – qui n'ont bien souvent aucune alternative ailleurs – ont dû rester chez elles. Tel que le rapporte REACH dans son document (en anglais) intitulé [September 2017 Analysis on Humanitarian Trends](#), « la zone le long de la ligne de contact a une population comptant de faibles pourcentages d'enfants et de jeunes, et de forts pourcentages de résidents de plus de 60 ans, et particulièrement de femmes. La forte proportion de population âgée est potentiellement due au fait que les résidents en âge de travailler sont partis vers des régions économiquement plus actives, car les perturbations du marché du travail ont réduit les offres d'emploi dans la zone la plus touchée par le conflit. »

Les personnes âgées constituent un groupe particulièrement vulnérable. Le rapport [2018 Humanitarian Needs Overview](#) d'OCHA souligne, en effet, que **près de 30 % des personnes dans le besoin en Ukraine sont des personnes âgées**. Un demi-million d'entre elles vivent dans la zone sous contrôle non-gouvernemental, où les versements des retraites et des prestations sociales ont été interrompus par le gouvernement de l'Ukraine en 2017 et où l'insécurité alimentaire touche plus d'un quart de la population totale. Deux cent mille personnes vivent dans une zone de 10 km de large située des deux côtés de la ligne de contact, sous la menace constante d'incidents dus à la quarantaine d'affrontements enregistrés chaque jour, au manque de transports et à la difficulté d'accéder aux services publics, et notamment les soins de santé. Les 300 000 autres personnes dans le besoin vivent dans le reste de l'Ukraine. Peu importe leur lieu de résidence, près de la moitié des personnes âgées touchées par le conflit n'ont d'autre choix que de faire avec le peu qu'elles ont, leurs maigres retraites (si elles en perçoivent), le manque d'accès aux services de base tels que les soins de santé leur permettant de faire face aux rudes hivers ukrainiens. Nombre d'entre elles sont séparées de leurs proches et de leurs amis, une situation qui vient s'ajouter à la détresse psychologique causée par le conflit et les affrontements incessants.

Malgré leur niveau élevé de vulnérabilité, **une réponse systématique n'a pas été apportée aux besoins spécifiques des personnes âgées**. Alors que les programmes gouvernementaux, les actions de secours et les interventions de développement devraient tous collaborer en direction d'une satisfaction des besoins des plus vulnérables, les personnes âgées de l'Est de l'Ukraine semblent trop souvent avoir été oubliées, malgré leur constante présence, marque spécifique de ce conflit.



Oleh (77 ans), vit avec son épouse à Nyrkovo, un village dans le district de Popasna de la région de Louhansk – un des points de la ligne de front où les combats sont particulièrement intenses. Leur fille cadette est décédée et leur aînée a quitté le pays pour trouver du travail ; Oleh et son épouse sont ainsi livrés à eux-mêmes. Leur santé et leur capacité à se déplacer déclinent, leurs revenus basés sur les retraites sont insuffisants et leurs besoins de soins de santé augmentent. Le coût élevé et la mauvaise qualité des services de santé les empêchent néanmoins de satisfaire leurs besoins.

« Mes jambes ne sont pas fiables. Je suis tombé il y a quelques temps et me suis fissuré le bassin. J'ai reçu un traitement pendant six mois à l'hôpital, mais je ne suis plus capable de marcher normalement... L'état de ma femme est pire encore. Elle a survécu à une amputation de la jambe. Nous avons besoin de soins de santé.

Dans ma jeunesse, je ne pensais pas devenir ainsi dans mes vieux jours. Nous sourions, comme si tout allait bien, mais c'est l'inverse.

Mais quand nous allons à l'hôpital, nous dépensons toute notre pension en médicaments. Je veux vivre pour pouvoir voir mes petits-enfants et arrière-petits-enfants.

LE QUOTIDIEN DES PERSONNES ÂGÉES: DES RETRAITES MAIGRES OU INEXISTANTES, UN ACCÈS INTERROMPU AUX SERVICES, DES SOINS DE SANTÉ DE MAUVAISE QUALITÉ ET DES TRANSPORTS INADAPTÉS COMPLIQUENT D'AUTANT PLUS LA VIE DES PERSONNES ÂGÉES

Les personnes âgées sont particulièrement touchées par les chocs externes, tels que le conflit, les dangers et l'aggravation de leur situation économique – facteurs qui contribuent tous à les rendre encore plus vulnérables. Cela est davantage le cas encore dans un pays tel que l'Ukraine, qui enregistre le deuxième plus faible PIB par habitant d'Europe et où la prestation de services est souvent défailante. De ce fait, au bout de cinq années de conflit, les vulnérabilités des personnes âgées continuent de s'accroître, alors que trop peu de mesures ont été prises pour relever les défis à la fois humanitaires et structurels.

1. UN ACCÈS RESTREINT AUX SERVICES SOCIAUX

Le conflit a entraîné une interruption des services dans la région du Donbas, et en particulier ceux qui étaient autrefois centralisés dans les capitales des régions de Louhansk et de Donetsk, désormais situées dans la zone sous contrôle non-gouvernemental.

A) ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

Les personnes âgées comptent parmi les plus vulnérables dans la zone de l'Est de l'Ukraine touchée par le conflit. Parmi les personnes vivant dans cette région, 1,6 million ont plus de 60 ans et souffrent d'au moins une maladie chronique nécessitant un accès à des soins indispensables et des services de santé vitaux. De très nombreuses personnes âgées ne peuvent se déplacer seules, alors que dans plusieurs zones il n'y a pas d'installations sanitaires accessibles pour les soins de santé généraux et les urgences nécessitant une intervention rapide. La continuité des soins n'est plus assurée pour les personnes ayant des maladies chroniques datant d'avant le conflit, car les établissements sanitaires de niveaux secondaire et tertiaire de soins se situent désormais dans les zones sous contrôle non-gouvernemental. Ces personnes sont ainsi laissées sans accès aux traitements et médicaments qui leur sont cependant indispensables. Médicos del Mundo (MdM) rapporte ainsi que ces patients ne cherchent pas à accéder à des services médicaux dans les zones sous contrôle gouvernemental, ils pratiquent plutôt l'auto-médication ou arrêtent tout simplement de suivre leur traitement, ce qui peut entraîner des complications extrêmes dans les cas tels que le diabète, le cancer ou les troubles de santé mentale.

Le besoin d'une gestion étroite des cas et de soutien psychosocial perdue, en termes de réorientation des personnes vers de nouveaux points de santé accessibles dans les zones sous contrôle gouvernemental.

Malgré les besoins existants, les installations dans la région sont peu nombreuses suite à la séparation d'avec les zones sous contrôle non-gouvernemental et du fait des combats continus. Tel que souligné par le rapport [2018 Humanitarian Needs Overview](#) d'OCHA, près de **66 % des établissements de soins de santé** dans un périmètre de 5 km de la « ligne de contact » **ont signalé avoir été endommagés au cours de la crise, avec 48 % d'entre eux nécessitant toujours des travaux.** En plus des installations de soins endommagées, le manque de personnel médical spécialisé est constant et l'accès aux pharmacies a également été interrompu dans plusieurs villages.

LES PERSONNES ÂGÉES EN SITUATION DE HANDICAP ET LES POSTES DE PASSAGE

De nombreuses personnes âgées ne peuvent se déplacer aisément seules. Selon une évaluation des besoins menée par HelpAge International dans la zone touchée par le conflit en juin et juillet 2017, 11% des personnes âgées interrogées sont en situation de handicap, 72% ont signalé ne pas pouvoir se déplacer seules chez elles ou dans la rue, et **20% (une personne sur cinq) ne peuvent se déplacer.**

Ceci constitue un obstacle de taille dans l'accès aux services de manière générale, et d'autant plus lorsqu'il est question de traverser la ligne de contact par l'un des cinq postes de passage.

Le poste de passage de Stanytsa Louhanska n'est accessible qu'aux piétons : les habitants doivent parcourir plus d'un kilomètre à pied, et le pont en bois qui doit être franchi est dangereux, particulièrement en hiver, pour les personnes âgées.

Et du fait des horaires d'ouverture limités du poste de passage, les personnes n'ont parfois pas d'autre choix que de parcourir entre 2 et 5 km pour atteindre les transports les plus près – un déplacement qui n'est pas envisageable pour les personnes à mobilité réduite.

Les personnes âgées sont souvent isolées socialement et ont besoin d'un soutien psychologique, avec 33 pour cent d'entre elles dans les zones sous contrôle gouvernemental ayant signalé souffrir de détresse psychologique sévère.

De plus, l'intensité du stress cumulatif en lien avec les tirs de mortier et la couverture inadéquate des besoins essentiels provoque, chez les populations vivant sur la ligne de conflit, des troubles chroniques qui ne peuvent être rapidement détectés du fait de l'absence d'équipement de diagnostic, de soins intensifs et de médicaments – à la fois pour des raisons de limitations des transports et de motifs économiques.

B) MANQUE DE SERVICES DE TRANSPORT PUBLICS ADÉQUATS

Même dans les situations où les établissements de santé et autres services sociaux sont disponibles, les personnes âgées sont confrontées à un obstacle supplémentaire : celui du manque de transport adéquat. Alors que 54 % de la population vivant dans le périmètre de 5 km du côté de la ligne de contact contrôlé par le gouvernement compte sur les transports publics, tel que mentionné dans le rapport (en anglais) [REACH ABA](#), les transports publics sont tout sauf adaptés aux besoins. Ceci se révèle particulièrement vrai pour les personnes qui traversaient auparavant la ligne de contact (où les transports publics n'ont pas été totalement remis en service et où les alternatives actuelles sont d'ordre privé, donc inaccessibles aux personnes ayant peu de moyens financiers) et celles dans les villages où les lignes de transport qui rejoignaient les villes désormais dans les zones sous contrôle non-gouvernemental sont aujourd'hui interrompues.

L'infrastructure de transport a été très fortement endommagée par le conflit, rendant les déplacements à la fois plus chronophages et dangereux : selon l'évaluation (en anglais) [Recovery and Peacebuilding Assessment by the United Nations and World Bank](#) datant de mars 2015, le montant total des dommages causés aux infrastructures des transports s'élève à 352 millions USD.

Plusieurs petits villages situés le long de la ligne de contact, où vit la majeure partie des personnes âgées, sont particulièrement mal reliés aux réseaux de transport. Pour accéder à des services médicaux ou sociaux, ou pour retirer de l'argent, ces personnes doivent ainsi payer des sommes considérables en transport – bien que nombre d'entre elles vivent avec une pension minimum très réduite.

Ce manque de transports publics adéquats empêche également les personnes âgées vivant dans des zones éloignées, rurales ou sur la ligne de combat de bénéficier d'autres services essentiels, tels que l'enregistrement en tant que personne déplacée interne nécessaire à l'obtention d'une pension et de prestations sociales. Elles doivent alors se rendre au ministère de la Protection sociale de la population, qui se situe dans un autre lieu encore, pour obtenir leurs attestations de personne déplacée interne.

Pour raccourcir les distances à parcourir à pied, de nombreuses personnes choisissent de traverser les champs, s'exposant ainsi au risque de marcher sur une mine ou un engin non explosé.

2. MOYENS FINANCIERS

La situation économique des Ukrainiens, particulièrement ceux habitant dans les zones touchées par le conflit, s'est fortement dégradée suite, notamment, au doublement des prix des denrées au cours de la seule période 2014–2016. Et les personnes qui vivent souvent sur de maigres retraites comptent parmi les personnes les plus fortement touchées.

La réforme des retraites en 2017 a néanmoins permis d'améliorer leur situation économique. Tel que le mentionne le rapport [Trend Analysis: Food Security & Socio-Economic Situation](#) de mars 2018, la réforme des retraites a contribué à élever les niveaux de consommation des personnes âgées : alors que 18% d'entre elles vivent toujours une insécurité alimentaire dans les zones sous contrôle gouvernemental, les foyers ayant une personne âgée à leur tête ne sont plus les plus vulnérables.

A) FIN DES VERSEMENTS DES PRESTATIONS SOCIALES ET DES RETRAITES POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES NON ENREGISTRÉES

Depuis 2017, et conformément à la disposition no 637 du Cabinet des ministres d'Ukraine, les retraités des zones sous contrôle non-gouvernemental doivent être enregistrés en tant que personnes déplacées internes afin d'être en mesure de percevoir leur pension. Cette exigence constitue une mesure discriminatoire fortement politisée à l'encontre des personnes qui, pour diverses raisons, vivent toujours dans les zones sous contrôle non-gouvernemental – et ne peuvent ainsi

percevoir la pension à laquelle elles ont contribué tout au long de leur vie – ou ont déménagé dans une autre région de l'Ukraine mais ne sont pas enregistrées en tant que personnes déplacées internes. Nombre de ces personnes entreprennent le long déplacement leur permettant de traverser la ligne de contact, s'exposant ainsi à des risques, et ce uniquement afin de réclamer leur dû.

Les enquêtes de Right to Protection menées régulièrement indiquent en effet que les principales raisons pour lesquelles les personnes interrogées de plus de 60 ans traversent la ligne de contact est la résolution de problèmes en lien avec divers documents et l'accès à l'argent liquide, soulignant ainsi que leur motivation première d'effectuer la traversée est de percevoir leur pension.

Cette situation est particulièrement inquiétante, car les personnes vivant dans l'Est de l'Ukraine dépendent lourdement des prestations sociales (53% des ménages de la zone sous contrôle non-gouvernemental du Donbas et 33% de ceux des zones sous contrôle non-gouvernemental). De nombreuses personnes déplacées internes dont la principale source de revenus est le soutien financier de l'État ont indiqué qu'elles pourraient se voir obligées de retourner dans les zones sous contrôle non-gouvernemental ou d'autres zones dangereuses si les versements des prestations sociales ne sont pas rétablis.

B) UNE PRÉPARATION INADAPTÉE À L'HIVER

Les températures sont négatives pendant les mois d'hiver en Ukraine, de novembre à mars, et peuvent atteindre les -20°C , tandis que de nombreuses personnes âgées ne sont pas en capacité de se procurer seules le fioul ou le charbon dont elles ont besoin. Le coût du fioul en hiver peut représenter 5 200 UAH (env. 150 EUR), soit près de trois mois de pension moyenne s'élevant à 1 900 UAH (57 EUR) par mois. Incapables de payer leur fioul, certaines personnes âgées recourent à une pratique moins chère, quoique potentiellement dangereuse : la collecte de bois dans les forêts. Bien que limitée (seuls 15% des ménages des zones rurales se chauffent au bois), cette pratique met leur vie en danger car le sol de l'Est de l'Ukraine est fortement miné. En effet, jusqu'à 62% des ménages vivant dans les 5 km de la zone de contact dans les zones sous contrôle gouvernemental ont rapporté avoir vu des mines ou des engins non explosés à proximité de leur habitation. Cette pratique les expose également à des amendes pour s'être adonnées à une activité que la législation ukrainienne juge illégale.

3. AUCUN ACCÈS À L'INFORMATION

Le conflit militaire ayant instauré une situation d'urgence dans la région, les canaux habituels d'information et de communication avec la population sont instables. Les rumeurs et l'absence d'information crédible et précise constituent également une importante source d'anxiété pour les personnes concernées, contribuant à la confusion et à l'insécurité. Le recours à l'information en ligne peut ne pas s'avérer suffisant pour les personnes qui ne sont pas habituées ou n'ont pas accès à Internet ou aux personnes déficientes visuelles. Les lignes d'appel sont également difficiles à utiliser pour les déficients auditifs. Des alternatives doivent être mises en place, dont le recours aux grands caractères pour les supports visuels et la formation de personnel habilité à réaliser un suivi des personnes âgées.

Assurer une bonne gouvernance pendant les urgences par le biais de la transparence, la redevabilité et la participation contribuera également à améliorer l'accès à l'information.

4. LES ABUS ET RISQUES DE VIOLENCE SUR PERSONNES ÂGÉES

Malgré la stigmatisation généralement associée à la dénonciation et au manque de services et de voies d'orientation disponibles pour les survivantes, des cas de violence conjugale ont été identifiés parmi les personnes âgées, tel que le rapporte Médicos del Mundo (MdM). Les difficultés économiques et les situations extrêmement stressantes, associées au fait de vivre dans la zone de conflit, intensifient les risques de violence émotionnelle, économique, psychologique et sexuelle chez les personnes âgées.

5. DES MEMBRES ACTIFS DE LA COMMUNAUTÉ

Les interventions à destination des personnes âgées tendent souvent à oublier qu'elles ne sont pas des victimes passives ou un fardeau pour les communautés dans lesquelles elles vivent. Au contraire, MdM a rapporté que de nombreuses personnes âgées parmi celles auxquelles l'organisation apporte son aide prennent, par exemple, en charge leurs petits-enfants, dont les parents ont quitté la région pour des raisons économiques.

Alors que des initiatives doivent être mises en place pour veiller à ce que les besoins des personnes âgées reçoivent toute l'attention à laquelle elles ont droit, et que le gouvernement et les acteurs humanitaires et du développement y répondent (avant tout, de manière coordonnée), il est également essentiel que des efforts programmatiques soient déployés pour **renforcer la résilience et les ressources des personnes âgées**. Ces efforts ont permis d'améliorer tant leur santé physique que mentale, et de renforcer les liens sociaux. Inclure les personnes âgées dans les efforts de secours contribue à renforcer la résilience globale de la communauté.

RECOMMANDATIONS

Malgré le nombre élevé et le fort pourcentage de personnes âgées au sein de la population touchée par le conflit, la décision par les responsables – mais également les acteurs humanitaires – de porter une attention particulière à ce groupe de personnes très vulnérables semble avoir souvent été négligée. Pour s’assurer que les besoins des personnes âgées soient satisfaits et que leur dignité soit préservée, des mesures doivent être prises à tous les niveaux.

AU GOUVERNEMENT DE L’UKRAINE

- **Prendre en compte les particularités et les besoins en lien avec l’âge lors de l’élaboration et de la mise en œuvre de programmes gouvernementaux**, et créer des mécanismes de référencement pour contribuer à la coordination des services fournis par les ONG locales et internationale et autres acteurs.
- **Faciliter l’accès des personnes âgées aux services, et particulièrement les services médicaux, grâce à une amélioration des transports publics et une restructuration stratégique des réseaux de prestation des services.** Les interventions qui encouragent les visites à domicile doivent être soutenues. Les transports publics traversant la ligne de contact doivent être rétablis.
- **Assurer l’accessibilité à l’information**, à l’aide de moyens de communication accessibles à tous.
- **Élaborer des systèmes aidant les membres plus âgés de la communauté à jouer un rôle actif** dans les processus de relèvement, et être des survivants actifs plutôt que des victimes passives.
- **Déconditionner de manière urgente le versement des prestations sociales et retraites de l’enregistrement en tant que personne déplacée interne**, afin de garantir que les droits des plus vulnérables, dont les personnes âgées déplacées internes, soient respectés. Les personnes déplacées internes ont les mêmes droits que les autres citoyens de l’Ukraine, et tout le monde devrait avoir le droit de choisir s’il souhaite, ou non, être enregistré en tant que personne déplacée interne.

AUX AUTRES PARTIES PRENANTES

- **Les bailleurs de fonds doivent inclure des actions ciblées sur les personnes âgées dans leurs stratégies** et répondre à leurs besoins. Les personnes âgées constituent la catégorie la plus vulnérable. Celles qui vivent le long de la ligne de contact ont encore besoin d’une aide d’urgence et d’assistance (nourriture, vêtements, médicaments, combustible). De ce fait, les programmes d’aide d’urgence doivent être maintenus.
- **Les bailleurs de fonds doivent inclure les personnes âgées dans leurs programmes de relèvement précoce/développement.**
- **Les organisations humanitaires doivent simplifier les procédures requises pour que les personnes âgées obtiennent une assistance**, en particulier en termes de documents à présenter, qui peuvent constituer un réel défi pour les personnes âgées ayant besoin d’assistance.
- **Les organisations humanitaires doivent assurer l’inclusion des personnes âgées dans les efforts de secours**, pour renforcer la résilience de l’ensemble de la communauté.

Coordonnées de contact :

Stuart Kent, Responsable du consortium ACCESS, People in Need
Tél. : (+380) 66 307 12 42, email: kent.stuart@peopleinneed.cz

ACCESS
TO MULTISECTORAL HUMANITARIAN
ASSISTANCE PROJECT



Financé par
la protection civile
et l’aide humanitaire
de l’Union européenne

